



Pour nous contacter : [contacts@npa-dr.org](mailto:contacts@npa-dr.org)

### Lettre n° 352 du 6 octobre 2024

#### Au sommaire :

- Contre la politique générale de la bourgeoisie, celle de Macron-Barnier-Le Pen, la politique générale des travailleur-se-s et de la jeunesse - *Christine Héraud*
- Présentation de notre brochure : *Déroute du capitalisme, guerres et menace de l'extrême droite, impuissance du NFP et des appareils syndicaux ou les bases d'un parti des travailleurs* - *D.R.*

## Contre la politique générale de la bourgeoisie, celle de Macron-Barnier-Le Pen, la politique générale des travailleur-se-s et de la jeunesse

L'assemblée a jugé bon, à l'ouverture de la séance du discours de politique générale de Barnier mardi 1<sup>er</sup> octobre, de rendre hommage à Philippine en commençant par une minute de silence qui prétendait exprimer toute la compassion que suscite un crime aussi effroyable. Sauf que cet hommage relayait l'instrumentalisation raciste et xénophobe par l'extrême droite de ce meurtre attribué à un étranger sous le coup d'une OQTF (Obligation de quitter le territoire français). Ceux qui composent en grande partie cette assemblée réactionnaire n'ont d'intérêt pour les plus modestes et les victimes que si elles leur donnent l'occasion de déverser les pires préjugés comme ils l'ont fait tout au long de cette séance où Barnier a déroulé son projet d'austérité, sécuritaire, anti-immigrés et anti-ouvriers au service des classes dominantes que le bloc réactionnaire cherche à imposer au monde du travail.

Un exercice d'équilibriste, notait la presse, pour le chef du gouvernement en sursis qui consistait à trouver un consensus acceptable par l'ensemble des clans rivaux des macronistes au RN afin d'éviter la censure. Il a joué l'homme d'expérience, de bon sens, proche des préoccupations de la population, l'homme de dialogue avec les partenaires sociaux, jouant un simulacre d'ouverture à des mesures de justice sociale pour contrebalancer les brutales attaques de son programme, de crainte de provoquer la révolte et les réactions des travailleur-se-s, de la jeunesse et des classes populaires. Il a aussi été contraint d'annoncer l'abandon de la réforme du corps électoral et le report des élections locales en Kanaky où la domination de l'Etat colonial a provoqué le soulèvement de la population kanak, brutalement réprimée.

Si Barnier semble avoir réussi son exercice d'« équilibriste », c'est que Marine le Pen, qui s'était absentée du tribunal où elle est accusée d'avoir détourné 7 millions de fonds

publics européens, lui a donné « *une chance* »... sous condition d'une nouvelle loi sur l'immigration d'ici janvier 2025, qui intégrerait la préférence nationale. Barnier peut ainsi espérer faire passer son budget, le RN aux prises avec la justice et qui se réserve pour l'échéance électorale inévitable de juin prochain ne tenant pas à être tenu pour responsable de l'aggravation du chaos politique qui nuit au patronat qu'il postule à servir au pouvoir. L'équilibre instable et sans avenir du gouvernement Barnier repose sur le consensus des politiciens de Macron à Le Pen qui, au-delà des rivalités politiciennes des partis et des ambitions personnelles en vue de 2027, sont tous d'accord pour accentuer les attaques contre les travailleur-se-s et les classes populaires, pour que la pompe à fric continue d'arroser les privilégiés et nourrir le capital.

### Mensonges et faux-semblants... un budget de combat contre le monde du travail

Barnier a commencé son discours en donnant la priorité à la réduction du déficit public, expliquant que le « *premier remède à la dette, c'est la réduction des dépenses* » et appelant à « *renoncer à l'argent magique, à l'illusion du tout gratuit, à la tentation de tout subventionner* ». Pour ce serviteur de la grande bourgeoisie, ce sont les plus pauvres, les chômeurs, les travailleurs qui seraient responsables de la dette alors que « *l'argent magique* » profite d'abord aux grandes entreprises et aux plus riches que l'Etat subventionne à hauteur de près de 200 milliards chaque année, par le biais d'exonérations de cotisations, de cadeaux fiscaux et autres subventions directes.

Réduire la dette nécessiterait un « *effort* » chiffré à 60 milliards d'économies sur le budget 2025, dont le plus gros, 40 milliards, constitue une attaque massive contre les budgets sociaux et les services publics, contre

les travailleur·se·s, les retraité·e·s, l'ensemble des classes populaires. Le gouvernement Barnier prévoit de récupérer 3 milliards sur le dos des retraité·e·s, en repoussant de 6 mois, au 1<sup>er</sup> juillet 2025, la revalorisation des pensions. Pour combler le déficit de la sécu, creusé en grande partie par les exonérations de cotisations généreusement octroyées au patronat, il va s'en prendre aux arrêts maladie, baisser leur indemnisation ou augmenter le nombre de jours de carence de 3 à 7 jours. Il s'apprête à répondre à la recommandation de la Cour des comptes de supprimer 100 000 postes dans la Fonction publique et les collectivités accusées du creusement incontrôlé de la dette.

Pour faire passer cette offensive d'envergure qui va aggraver la situation des classes populaires, Barnier a annoncé, par « *souci de justice fiscale* » un hypocrite partage des efforts, une augmentation sur un ou deux ans des impôts pour les très grandes entreprises dont le nombre n'excédera pas 300, mais « *pas d'impôts nouveaux sur la quasi-totalité des 4 millions d'entreprises* » a-t-il précisé ... et une contribution exceptionnelle pour les « *plus fortunés* ».

Barnier déploie mensonges et faux-semblants pour faire diversion, ces impôts, symboliques, ne seront qu'une petite égratignure aux faramineux profits qu'engrangent les entreprises du CAC40 et leurs actionnaires, au profit desquels s'opère un gigantesque transfert des richesses du travail vers le capital avec l'aide de l'Etat. Au final, il dit lui-même l'objectif des attaques « *indispensables (...)* sinon on va droit vers une crise financière » et donc il faut financer la finance. Politique absurde puisque tout le passé démontre que l'austérité crée les conditions de la crise mais ce n'est pas le problème des serviteurs du capital qui n'ont pas plus que lui la maîtrise de la marche de l'économie. Leur politique est faite d'expédients et d'attaques contre les travailleur·se·s pour éviter une faille inévitable.

## **Un « Etat de droit » pour maintenir leur ordre mais dont la bourgeoisie est tout à fait capable de se passer**

Le matraquage sur le déficit budgétaire qui justifie les nouvelles attaques sociales va de pair avec les discours sur l'ordre des Barnier-Retailleau qui n'ont d'autre réponse à la révolte et à la contestation sociale et démocratique que la répression, la censure, l'enfermement. Barnier veut « *généraliser la méthode expérimentée pendant les Jeux olympiques* » de quadrillage policier dans tout le pays, durcir la politique pénale contre les jeunes mineurs et en finir avec « *l'excuse de minorité* », ouvrir plus de places dans les prisons.

Leur offensive raciste et xénophobe contre les migrant·e·s, les travailleur·se·s immigré·es désigné·es comme responsables de la violence, de la dégradation des conditions de vie de la population et nécessairement des délinquant·es, cherche à attiser les haines, à semer la division entre travailleur·se·s, au profit de l'ordre du capital dont ils sont les zélés serviteurs. Barnier a exprimé son « *sentiment*

*que les frontières sont des passoires* » et voudrait rétablir des contrôles aux frontières nationales, durcir la politique anti-immigrés, sur le terrain du RN qu'il cherche à siphonner en attirant une partie de ses troupes. Retailleau qui veut porter à 210 jours le temps de rétention administrative pour tout le monde (alors qu'il ne l'est aujourd'hui que pour les actes terroristes), a déclaré sur LCI et dans le JDD que « *l'immigration n'est pas une chance* », et que « *l'État de droit, ça n'est pas intangible ni sacré* ». « *Bien sûr, a-t-il ajouté, on peut changer le droit* » ou... ils peuvent sortir des cadres institutionnels, fouler aux pieds leurs propres lois si l'ordre social était menacé. La bourgeoisie pourrait alors s'en remettre à des forces extra-parlementaires fascistes, recrutées en s'appuyant sur les frustrations et le déclassement de couches petites-bourgeoises ou populaires. Elle pourrait se débarrasser du paravent de l'Etat de droit, paravent démocratique de sa dictature si elle le juge nécessaire pour défendre ses intérêts contre une fraction du monde du travail, contre les migrant·es ou si son pouvoir était menacé.

## **Un front des travailleur·se·s contre l'austérité au bénéfice du CAC40 et des riches, la démagogie xénophobe et la guerre... pour changer le monde**

Pour mener sa sale politique, Barnier cherche à associer les directions syndicales. Il leur a adressé un message d'ouverture, de « *compromis* » et de « *dialogue* », de disponibilité à des négociations sur l'assurance-chômage, l'emploi des seniors ou sur des aménagements partiels de la réforme des retraites. Des négociations pour discuter de tout, sauf de l'âge de départ à la retraite qui menacerait « *l'équilibre durable de notre système de retraites par répartition* ».

Binet, qui a appelé à voter NFP, encouragé les militant·es de la CGT à descendre dans la rue pour dénoncer le déni de démocratie et soutenu la demande d'un gouvernement de cohabitation de Lucie Castets avec Macron, n'a pas d'autre perspective à proposer aux travailleur·se·s que le jeu de dupes du parlementarisme et du dialogue social. Elle a répondu à l'invitation de Barnier, notant « *un progrès dans le discours du Premier ministre* » par rapport à celui de Macron, « *il semble ouvert à discuter de la réforme des retraites...* ».

La journée interprofessionnelle de grève à laquelle la CGT appelait mardi 1<sup>er</sup> octobre avec Solidaires, la FSU et les organisations de jeunesse s'adressait directement au Premier ministre : « *Augmentez les salaires et les pensions, abrogez la réforme des retraites, financez nos services publics* ». Binet l'a présentée comme « *un signal* » envoyé à l'exécutif, le signe d'« *une énorme colère démocratique et sociale* », attendant « *sans délai un retour de balancier* », des mesures de « *vraie justice fiscale* » comme le rétablissement de l'ISF, une hausse des salaires, un impôt plus progressif... dévoyant cette énorme colère démocratique et sociale des travailleur·se·s en la canalisant vers le cynique faux-semblant de dialogue social avec Barnier.

La politique des directions syndicales, qui ont mené dans une impasse le profond mouvement du monde du travail contre la réforme des retraites, soutenu le front républicain contre l'extrême-droite qui a remis en selle Macron et ouvert la voie à Barnier-Le Pen, désarme les travailleur-se-s qui ont besoin de se donner les moyens de leur propre politique, de s'organiser en toute indépendance des manœuvres parlementaires et du jeu de dupes du dialogue social pour faire valoir leurs droits et renvoyer dans les cordes le bloc réactionnaire avec leurs armes de classe, les luttes, les grèves, l'affrontement politique avec le pouvoir de l'Etat et des patrons.

Pour préparer cet affrontement, nous avons besoin de nous regrouper, de créer et de faire vivre nos propres organisations démocratiques, AG interpros, collectifs, sections syndicales, de discuter de nos besoins et de nos revendications, des moyens de prendre nous-mêmes nos affaires en main, de construire nos propres initiatives, nos mobilisations et nos luttes, d'imposer notre propre calendrier. Nous avons pour cela besoin de faire de la politique, de nous mêler collectivement des affaires de toute la société, de nous donner notre propre parti en toute extériorité du jeu parlementaire.

Alors que les profits du patronat explosent et que les grands groupes restructurent, ferment des usines et licencient pour augmenter la rentabilité du capital, nous

avons besoin de nous organiser pour exiger l'ouverture des livres de compte, la transparence sur les bilans, pour démasquer leurs mensonges et leurs manipulations.

Nous opposons aux attaques austéritaires du budget de Barnier un budget de l'Etat qui réponde aux besoins de la population, de la jeunesse, ce qui nécessite d'annuler la dette, d'exproprier les banques et de créer une banque publique unique sous le contrôle des travailleur-se-s et de la population. Les centaines de milliards du budget militaire avec lesquels l'Etat fait la guerre aux peuples au profit des multinationales dont il défend les intérêts en Ukraine, en soutien à Israël contre les peuples palestiniens et libanais ou en Afrique, doivent être investis massivement dans la santé, les écoles, les services publics, ce qui ne pourra se faire sans les soustraire à la logique de rentabilité financière du capital et contester la propriété.

Le combat contre l'austérité au bénéfice des grands groupes capitalistes et des privilégiés, contre les préjugés racistes et sexistes du bloc réactionnaire, la démagogie xénophobe envers les migrant-es, contre la guerre et l'équilibre de la terreur, dépend de nos seules forces, de la construction d'un front de tous les travailleur-se-s et de la jeunesse pour nos droits, pour un avenir solidaire et internationaliste, pour le socialisme.

*Christine Héraud*

---

## Présentation de notre brochure :

### **Déroute du capitalisme, guerres et menace de l'extrême droite, impuissance du NFP et des appareils syndicaux ou les bases d'un parti des travailleurs**

La montée de l'extrême droite, des idées et des forces réactionnaires, du nationalisme et des préjugés xénophobes et racistes, ici ainsi qu'en Europe et dans l'ensemble des vieilles puissances impérialistes réunies dans l'Otan, n'est pas un simple épisode d'une crise chronique mais bien le symptôme d'une maladie profonde qui se développe au sein des citadelles capitalistes et menace l'ensemble des nations intégrées au marché mondial du capitalisme financiarisé mondialisé.

Depuis la grande récession des années 2007-2008 le capitalisme est entré dans une longue phase de stagnation du fait de sa maladie chronique, la crise d'accumulation, c'est à dire l'incapacité de tirer de l'exploitation suffisamment de plus-value, de profit, pour nourrir les appétits sans limite de la masse de capitaux sans cesse en expansion.

Les financiers et les Etats tentent de sauver le malade en le plaçant sous perfusion par la politique d'argent bon marché et de la dette qui subventionne les profits, par une exploitation toujours plus féroce du travail et de la nature, en développant une économie de prédation, en accentuant la concurrence mondialisée dont la guerre et

la militarisation sont des agents économiques indispensables.

Les vieilles puissances impérialistes occidentales se trouvent soumises à la concurrence des anciens pays coloniaux dominés qui, après avoir conquis l'indépendance nationale, ont intégré le marché mondial. Elles ont perdu de façon irréversible leur hégémonie mondiale, ce à quoi, aveugles, elles se refusent en menaçant la planète d'une mondialisation de la guerre. La guerre d'Ukraine, guerre par procuration contre la Russie, la guerre génocidaire d'Israël contre les peuples palestiniens et maintenant libanais, instrument de la politique des USA, menacent de s'étendre à la Russie vers l'Europe et contre l'Iran voire à l'ensemble du Moyen Orient avec en toile de fond la guerre commerciale contre la Chine.

Se développe ainsi une montée de l'extrême-droite aujourd'hui orchestrée ici par Macron en réponse aux inquiétudes d'une fraction croissante du patronat qui ne voit pas d'autre moyen de maintenir son ordre social et de procéder au « *réarmement de la France* » qui contient en germe la possibilité d'une militarisation de la vie sociale, c'est-à-dire la possibilité d'un nouveau fascisme.

La crise écologique de plus en plus destructrice est l'expression la plus achevée de la faillite du capitalisme.

La gauche gouvernementale, prisonnière des jeux parlementaires et minée par les ambitions rivales, ne représente, pas plus que dans son passé de reniements, de perspective.

La situation appelle, pensons-nous, à rompre avec les habitudes et les routines pour anticiper les affrontements à venir qui poseront directement la question du pouvoir, soit la dictature fascisante du capital soit un pouvoir démocratique et révolutionnaire des travailleurs.

Le mouvement révolutionnaire est face à de nouvelles responsabilités qui sont incompatibles avec des logiques sectaires de scission-exclusion, dont la dernière du NPA est l'illustration désolante, qui aboutissent à une absence paralysante de démocratie tant entre groupes qu'au sein de chaque groupe et dans les rapports avec le mouvement ouvrier. Le besoin de sortir de cette impasse est d'autant plus pressant que la nouvelle situation sociale et politique créent les conditions pour avancer sur le terrain de l'organisation politique du monde du travail.

Courant du NPA-R, Démocratie révolutionnaire se considère comme un courant de l'ensemble du mouvement révolutionnaire dans l'objectif de contribuer à la construction d'un parti révolutionnaire des travailleurs. Ce texte se voudrait une invitation au débat adressée aux organisations, aux militant·es, comme à toutes celles et ceux qui se sentent partie prenante du combat contre le capitalisme et les forces réactionnaires pour changer le monde, une discussion que nous menons au sein du NPA-R ou avec d'autres courants comme Révolution permanente ou Socialisme ou barbarie sur les voies et moyens de sortir de cette impuissance pour travailler ensemble à jeter les bases d'un parti des travailleurs, parti de l'émancipation, socialiste et communiste, qui ne pourra être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

*Démocratie révolutionnaire*

Lien sur notre site : [ici](#)

Pour l'envoi sous forme papier, nous contacter à **contacts@npa-dr.org**